

## RECOMMANDATIONS

POUR L'INCLUSION SOCIALE ET LA  
RÉDUCTION DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE



## RECOMMANDATIONS

### POUR L'INCLUSION SOCIALE ET LA RÉDUCTION DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Le projet **SoliFoodWaste** a été cofinancé par le programme européen LIFE Environnement-Climat et a été mené de septembre 2019 à septembre 2022 par:

- Handicap Travail Solidarité - HTS (France)
- Pour la Solidarité - PLS (Belgique)
- Université d'Angers (France)
- Sesame Autisme 44 (France)
- Asbl Travie (Belgique)

Cette publication et le contenu du projet reflètent les opinions des auteurs, et la Commission européenne ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient.



# CONTEXTE

Nourrir une population mondiale estimée à 9,6 milliards d'habitants en 2050 face aux changements environnementaux mondiaux et aux contraintes liées aux ressources naturelles est l'un des principaux défis de ce siècle en matière de développement durable.

Selon le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, un système alimentaire durable est "un système alimentaire qui assure la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous de manière à ne pas compromettre les bases économiques, sociales et environnementales nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des générations futures". Ces systèmes alimentaires durables sont conçus de manière à contribuer au bien-être social et à préserver la santé des écosystèmes (1).

Au niveau de l'Union européenne, il existe une grande variété de politiques liées à l'alimentation. Cela donne lieu à plusieurs contrastes car elles ne sont pas cohérentes et intégrées. Il est donc possible de renforcer la cohérence et la couverture des politiques et de cibler les acteurs ayant une influence. Pour passer à une approche fondée sur les systèmes alimentaires, il faudra améliorer la coordination et la cohérence des politiques de l'Union européenne. Il ne s'agit pas seulement d'un défi, mais d'une opportunité pour l'Union européenne de jouer un rôle dans l'innovation, le commerce, la santé, la création de richesse.

Le soutien apporté par les politiques publiques aux solutions durables à tous les maillons de la chaîne alimentaire est fondamental. Pour promouvoir et développer des actions durables, il faut que les gens changent leurs comportements et leurs habitudes. La sensibilisation, l'éducation et l'engagement social sont essentiels pour développer la participation et un comportement responsable au sein de la communauté. Sur la base des principes de participation, d'autonomisation et de responsabilité individuelle et collective, nous sommes tous impliqués dans la réparation de notre système alimentaire.

Le projet SoliFoodWaste et le modèle social et écologique qu'il tente de promouvoir s'inscrit pleinement dans ce contexte et dans la vision de durabilité à long terme de "vivre bien, dans les limites de notre planète" d'ici 2050, telle que présentée par l'Union européenne. Cette initiative a joué un rôle clé dans la promotion d'une transition juste et le développement d'une économie circulaire inclusive.

(1) FAO (2018), *Sustainable food systems Concept and framework*.

# CONTEXTE

Dans le concept d'économie circulaire, le gaspillage n'existe pas : rien ne se perd, tout se transforme. En effet, le modèle économique linéaire, basé sur la production, la distribution, la consommation, la gestion des déchets et semble avoir atteint ses limites en raison de la raréfaction de nombreuses ressources, de l'augmentation de la population mondiale et des impacts environnementaux croissants des activités humaines.

En réponse à ces défis, l'économie circulaire représente une formidable opportunité pour accompagner la transition énergétique et écologique et soutenir son développement.

Le développement de l'économie circulaire peut également représenter une réponse efficace aux problèmes d'emploi des populations défavorisées tout en contribuant à la réduction du gaspillage alimentaire.

Historiquement liée à l'économie sociale et solidaire, l'économie circulaire permet le développement de nouvelles activités basées sur un modèle économique visant à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources en réduisant l'impact sur l'environnement.

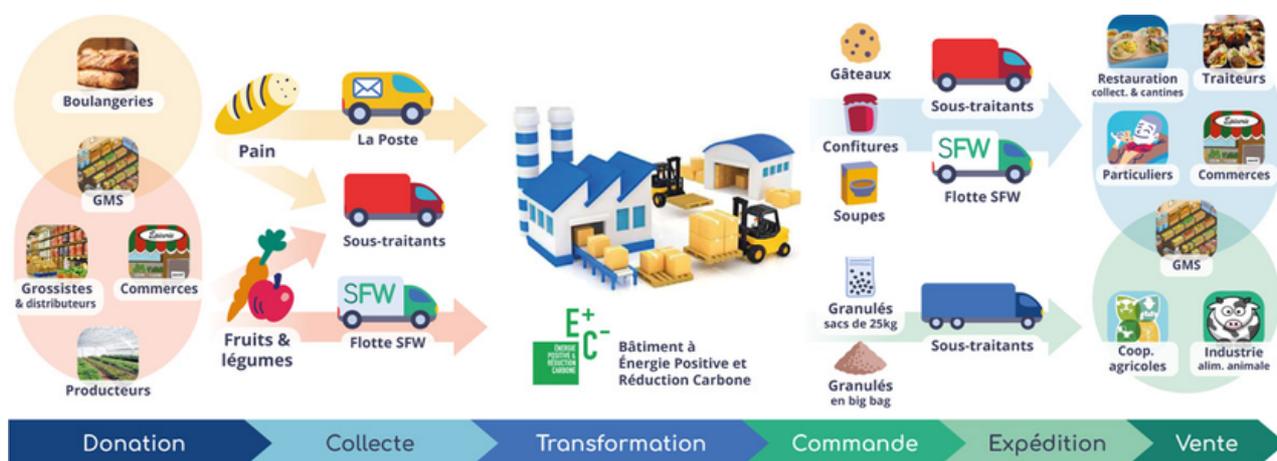
Selon l'article 15 de la Charte européenne des droits fondamentaux, toute personne a le droit de travailler et d'exercer une profession librement choisie ou acceptée. Le droit au travail et à l'emploi est également consacré par l'article 27 de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées.

Cependant, il est également loin d'être une réalité pour des millions de personnes handicapées qui souhaitent travailler : au niveau de l'UE, seules 50,8 % des personnes handicapées ont un emploi, contre 74,8 % des personnes non handicapées. En outre, les femmes handicapées, les jeunes handicapés et les personnes ayant des besoins de soutien importants sont encore plus susceptibles d'être discriminés et exclus du marché du travail.

Au niveau européen, le taux de chômage des personnes handicapées est plus élevé que celui du reste de la population. Il y a donc un intérêt pour toutes les initiatives qui peuvent créer de bonnes conditions de travail. Garantir l'accès à l'emploi et au travail est une question essentielle, car elle est cruciale pour l'inclusion économique et sociale de 100 millions de personnes handicapées en Europe. Le chômage peut conduire à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Les obstacles à l'accès au marché du travail sont le plus souvent fondés sur des idées fausses et des jugements sur les capacités d'une personne.

Ces considérations ont conduit un groupe d'organisations à développer le projet "SoliFoodWaste". Celui-ci avait pour but de développer une filière nationale de réduction des déchets alimentaires en revalorisant le pain, les fruits et les légumes, tout en créant des emplois pour les personnes souffrant de handicaps majeurs. SoliFoodWaste a **cinq objectifs spécifiques** :

- **Protéger l'environnement et réduire le gaspillage alimentaire** en réutilisant le pain, les fruits et les légumes invendus pour les transformer en produits savoureux (biscuits, compotes, confitures, smoothies).
- **Créer et maintenir des emplois pour les personnes en situation de handicap**
- **Créer une structure économiquement viable et socialement responsable pour le traitement des invendus.**
- **Renforcer la viabilité économique des Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT)** avec un nouveau secteur collaboratif.
- **Sensibiliser le grand public et les professionnels à l'anti-gaspillage et au handicap.**



Convaincu de la qualité des produits développés et de la cause qui les a générés, le partenariat SoliFoodWaste a décidé de rédiger ce Livre Blanc afin de sensibiliser les différents acteurs aux enjeux de la transition écologique et de l'inclusion des personnes en situation de handicap à travers une offre de formation adaptée permettant de développer des activités de valorisation circulaire des invendus alimentaires, et de formuler des recommandations spécifiques pour chacun de ces publics cibles. Prenant la forme d'un guide pratique, ce livre blanc vise à donner des clés de compréhension, à sensibiliser aux enjeux et à formuler des recommandations concrètes pour rendre plus largement possible l'inclusion socioprofessionnelle des personnes en situation de handicap par la valorisation circulaire des invendus alimentaires.





# Recommandations



Le plaidoyer du projet **SoliFoodWaste** a pour but de proposer une série de recommandations pour soutenir le développement de systèmes alimentaires durables au niveau local, national et européen et la promotion d'une économie circulaire et inclusive.

En prenant en considération toutes les activités menées au cours du projet et les résultats obtenus, le document se concentre sur trois aspects principaux :

- **Activités alimentaires durables pour les ateliers protégés** : pourquoi le secteur devrait s'intéresser à ce domaine ?
- **La promotion des activités circulaires et inclusives (handi-solidaire) par les décideurs politiques**
- **La sensibilisation du public et la connaissance du problème du gaspillage alimentaire** : quels sont les défis en matière de sensibilisation et comment améliorer la compréhension du problème ?

Le document présente ensuite des recommandations adressées aux différentes parties prenantes telles que les décideurs politiques, les professionnels et les organisations du secteur des ateliers protégés aux niveaux local / régional, national et européen.



# 1 RECOMMANDATION POUR LES DÉCIDEURS POLITIQUES

Nous proposons les recommandations politiques suivantes, convaincus que le projet pilote développé par le projet représente un excellent moyen d'assurer une transition juste et de promouvoir la transition vers des modèles plus durables.

Les activités développées ont un grand potentiel pour sensibiliser la société sur le sujet crucial du gaspillage alimentaire et peuvent assurer la préparation de toutes les parties prenantes pour répondre aux défis sociétaux et environnementaux auxquels l'Europe est actuellement confrontée.

Les décideurs politiques au niveau régional/national et européen devraient :

- **Augmenter le niveau de connaissance et de sensibilisation du public concernant le gaspillage alimentaire.** Ce problème touche l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, mais il n'y a pas encore de compréhension claire de l'importance de ce problème.
- **Prévoir un soutien financier pour favoriser une transition juste des acteurs de l'alimentation avec le soutien du secteur des ateliers protégés.** Ceci constituerait une incitation importante pour les acteurs qui souhaitent s'investir dans cette transition.

- **Préconiser la collaboration entre les autorités publiques (européennes ou nationales) et les autres parties prenantes** afin d'améliorer la sensibilisation à l'importance de la transition verte par le biais du dialogue social à tous les niveaux.
- **Encourager le développement de données actualisées et accessibles au public concernant le gaspillage alimentaires à tous les niveaux** (UE, national et régional). Le niveau actuel des données publiques disponibles ne permet pas de cibler les actions.
- **Mettre en place des incitatif, notamment financier (TVA), pour inciter les acteurs du commerce à faire don de leurs invendus alimentaires.**
- **Fournir des clarifications** en termes de conditions légales pour les activités de revalorisation des déchets alimentaires.
- **Soutenir les réseaux d'acteurs de la société civile prônant la transition vers un système alimentaire durable.** Il est crucial de garantir un rôle actif aux partenaires sociaux et à la société civile dans la conception, l'application et le suivi des politiques nationales de développement durable.

# 2 RECOMMANDATION POUR LES ACTEURS DES ATELIERS PROTÉGÉS

L'économie circulaire représente une opportunité de croissance durable pour le secteur social.

L'économie circulaire et la récupération des invendus alimentaires peuvent offrir un modèle économique idéal pour développer des activités employant des personnes handicapées. Toutefois, afin de lancer des activités fructueuses dans ce domaine, les acteurs du secteur du travail protégé intéressés devraient :

- **Penser circulaire inclusif** : Appliquer les préceptes de l'économie circulaire à son modèle économique peut être un moyen pertinent de maximiser les ressources disponibles sur le territoire, tout en participant à la lutte pour créer une économie plus durable. Cela peut se faire dès la conception du produit.
- **Établir de bonnes relations avec l'administration locale** : Faire partie d'un territoire favorable et avoir une bonne relation avec l'administration locale est très important et peut conduire à de nombreuses opportunités de collaboration avec les acteurs locaux. En outre, le lancement des activités promues par le projet nécessite le soutien crucial des acteurs publics.
- **Développer un partenariat avec les acteurs locaux concernés pour assurer le succès de l'initiative innovante** : L'établissement de partenariats efficaces est le facteur le plus crucial pour le succès d'une entreprise de recyclage alimentaire employant des personnes handicapées, car les acteurs des secteurs ateliers protégés ne possèdent pas toujours les connaissances nécessaires pour lancer eux-mêmes ce type d'initiative.





# 3 RECOMMANDATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Comme l'ont analysé diverses études, il est nécessaire de construire un cadre de politique alimentaire au niveau de l'UE autour d'outils stratégiques visant à l'intégration et à la cohérence entre les politiques, à la réorganisation des outils existants et à l'introduction de nouveaux instruments si nécessaire, afin de délimiter la transition vers des systèmes alimentaires durables.

Comme le souligne l'IPES FOOD 15, les objectifs des politiques existantes dans le secteur alimentaire sont toujours contradictoires. Une nouvelle architecture de gouvernance pour les systèmes alimentaires, une vision concrète de la réforme politique et son réaligement sont nécessaires pour mettre en place des systèmes alimentaires durables.

Les parties prenantes des secteurs alimentaires considèrent que le cadre politique de l'Union européenne présente diverses contradictions et qu'il devrait favoriser l'équilibre entre la réglementation directe, les outils fondés sur le marché, liés à la connaissance, la gouvernance et les outils stratégiques dans un dosage politique efficace afin de traiter de manière systémique tous les facteurs qui bloquent la transition des systèmes alimentaires.





# 3 RECOMMANDATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Pour permettre aux prestataires de services sociaux de profiter des opportunités liées à l'économie circulaire et à la valorisation des invendus alimentaires, les professionnels doivent être formés et qualifiés pour offrir un soutien adéquat aux besoins des personnes concernées.

Il est nécessaire de mettre en place des parcours de formation adéquats pour permettre au personnel des structures spécialisées d'être en mesure de développer de nouvelles activités économiques viables dans la valorisation des déchets alimentaires permettant l'inclusion socioprofessionnelle durable des personnes en situation de handicap.





# CONCLUSION

Les systèmes alimentaires sont multiples et complexes et nécessitent une approche holistique. Ils comportent de nombreux points d'entrée et nécessitent l'établissement de meilleures connexions entre les différents secteurs et parties prenantes afin d'opérer une transition vers une production et une consommation alimentaires plus durables.

Il est nécessaire d'adopter une approche à plusieurs niveaux, de l'échelle mondiale à l'échelle régionale de la chaîne alimentaire, ainsi qu'une approche multidimensionnelle de la durabilité économique, sociale et environnementale, comme le recommande le rapport Brundtland.

Le nouveau cadre politique de l'Union européenne doit refléter et poursuivre simultanément les aspects économiques, sociaux, écologiques, sanitaires, éthiques et de résilience à travers une politique de transition.

Cette politique de transition devrait impliquer une révision profonde du cadre réglementaire existant et de sa base de connaissances. Elle devrait reconnaître l'existence de différents types d'obstacles au changement et de "verrouillages" du système qui limitent la voie actuelle d'évolution du système alimentaire vers la durabilité.

Les programmes de formation adéquats, adaptés aux différentes cibles, peuvent être un acteur clé de cette transition, mais il faut non seulement des programmes de formation valables, mais aussi des outils et des mesures pour promouvoir leur mise en œuvre, tels que des aides financières, des avantages, des incitations pour les acteurs du commerce de détail et les ateliers protégés à lancer des actions de réduction du gaspillage alimentaire.

Cependant, le premier problème crucial qui doit être abordé est la disponibilité des données concernant le gaspillage alimentaire. Souvent non disponibles ou non partagées par les acteurs de la distribution par crainte d'une mauvaise publicité, ce premier obstacle nuit clairement au développement d'actions de réduction du gaspillage alimentaire et ne permet pas d'actions ciblées par les acteurs publics.

# SoliFoodWaste

ÉCONOMIE CIRCULAIRE  
ET HANDI-SOLIDAIRE

